111e Année. – N° 28 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ Numéro spécial 22 Novembre 1962

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISSANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 111 N° 28 — TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI — Mahana 22 no Novema 1962

ABONNEMENTS

	Un an	Six mois (Francs Pacific)	3 mois
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger.....	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. – Etranger : 20 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du journal.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 15 fr.

Les mêmes renouvelées : la ligne..... 7 fr.

Publication de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 7 fr.

ALLOCUTIONS

prononcées à la Séance d'ouverture de la

SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

de la Polynésie Française, le 6 novembre 1962.

Par Monsieur Teivitau PITO

DOYEN D'AGE A L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Monsieur le Gouverneur,

Messieurs les Conseillers du Gouvernement,

Mes Chers Collègues, Mesdames, Messieurs.

Le privilège de l'âge me confère l'honneur de présider aujourd'hui la première réunion de la nouvelle Assemblée Territoriale, issue des élections du 14 Octobre 1962.

En cette qualité, et au nom de mes collègues, j'adresse un salut déférent au Représentant du Gouvernement de la République Française, Monsieur le Gouverneur Aimé GRIMALD, Chef du Territoire de la Polynésie Française.

Nouveau venu en cette Assemblée, cultivateur et enfant de la terre, ancien combattant de la Grande Guerre, c'est en fils du peuple que je veux simplement et brièvement vous dire ce que le bon sens me suggère, et que partage, j'en suis sûr, la grande majorité des hommes et des femmes de ce Territoire.

NOUS, Habitants de la POLYNESIE FRANÇAISE, nous pensons que l'amélioration de notre niveau de vie repose sur quelques bases fondamentales :

1°. — *Le maintien et si besoin était, le renforcement des liens qui nous unissent avec la FRANCE Métropolitaine qui a toujours été le défenseur de la LIBERTÉ dans le Monde.* La FRANCE a fait ses preuves, ce n'est pas ailleurs ou autrement que nous aurons mieux.

2° — *Une politique économique efficace et faisant sur tout bénéficier la masse du peuple,* je veux parler des agriculteurs, des pêcheurs et des journaliers, une politique sociale en donnant toujours plus de moyens aux Services de Santé, de l'Entr'aide Sociale, de l'Enseignement.

3° — *Une saine administration en matière budgétaire.* Des économies importantes s'imposent et un contrôle plus sévère des dépenses qui doivent être en rapport avec nos revenus.

4° — *L'intérêt majeur du peuple doit être placé au-dessus des querelles politiques qui sèment le trouble et la discorde.* Ici comme en FRANCE, ce qui se dégage du Referendum, la

Page LEXPOL 2 sur 12

Politique des Partis et des combinaisons secrètes, est condamnée par ses résultats.

Que nous demande ce Peuple qui nous a élu pour défendre ses intérêts ?

Pas grand chose, seulement *la PAIX et la SECURITE sur le plan économique et social,* et c'est à nous à travailler dans ce sens, par nos actes et par l'exemple.

Je confie ces quelques idées à vos réflexions d'hommes libres et élus du peuple en conservant l'espoir qu'elles vous inspireront dans les jours à venir.

J'estime ne pouvoir en dire davantage maintenant ne voulant pas profiter de mon privilège de parole pour donner à mes opinions la publicité qui est habituellement réservée à cette première séance.

Je ne veux blesser aucune délicatesse.

Je me réserve de développer prochainement ma pensée en détail, et ses conséquences.

Vive la POLYNESIE FRANÇAISE,

Vive la FRANCE.

Par Monsieur le Gouverneur Aimé GRIMALD

CHEF DU TERRITOIRE

Monsieur le Doyen.

Mesdames,

Messieurs les Conseillers,

L'Assemblée territoriale élue en 1957 est arrivée le 2 novembre dernier au terme de son mandat et, *pour la première fois aujourd'hui, siègent dans cette enceinte les Conseillers choisis le 14 octobre par la population.*

Au seuil de cette première session, je veux être votre interprète en exprimant à l'Assemblée sortante notre gratitude pour l'œuvre poursuivie et l'intérêt porté à la chose publique en pleine coopération avec le Conseil de gouvernement.

C'est sur ce legs du passé que votre Assemblée, dont je suis heureux de saluer les membres, édifiera l'avenir. Tous, j'en ai la conviction, vous y contribuerez avec ardeur, les nouveaux élus comme leurs aînés, ceux-ci faisant bénéficier leurs collègues de leur expérience et de leur savoir.

En vous renouvelant, Mesdames, Messieurs, mes félicitations pour la confiance que vous a témoigné le corps électoral, je vous adresse les souhaits que le Gouvernement de la République forme avec moi pour que soient abordés ici avec réalisme les multiples et délicats problèmes qui sont dans vos attributions et pour que, sous votre impulsion, la Polynésie, unie à la France, connaisse, ainsi que vient de le dire votre doyen, la Paix et la Sécurité économique et sociale.

A ces souhaits, laissez-moi ajouter l'assurance de mon désir le plus réel de voir se poursuivre, entre votre Assemblée et l'exécutif local, la coopération nécessaire à la conduite des affaires et à l'aménagement de l'avenir du pays.

Cet avenir, qui sera l'essentiel de nos soucis et de nos efforts communs, vous en connaissez les données maîtresses qui tiennent à la géographie, à la démographie, à l'économie ; vous savez combien les ressources du territoire sont loin d'égaler ses besoins,

Pour faire face à une situation préoccupante, il n'est pas d'autre remède que de réaliser, d'abord, l'union des énergies, l'union des hommes de bonne volonté, soucieux de leur mandat, mais aussi pénétrés de la responsabilité qu'ils portent devant le pays, aujourd'hui sans doute plus qu'hier. *Car si nous sommes tous d'accord sur l'objectif à atteindre dans la gestion de la chose publique, objectif qui est de conduire la collectivité polynésienne vers des conditions de vie que nous voulons meilleures pour tous et pour chacun, si l'union des hommes et la bonne volonté sont acquises, il n'en reste pas moins que cela ne suffira pas pour œuvrer avec efficacité, tant sont limités les moyens propres du territoire, tant sont modestes ses possibilités économiques, tant sont nombreux les secteurs où les structures et les équipements ont à être repensés, modernisés, développés ou créés.* La tâche est sévère et exige, avec une grande sagesse politique, une juste notion des réalités, du possible et de l'impossible ; des choix seront à exercer où l'intérêt général devra prédominer, où il faudra à chacun, loin de toute surenchère et de tout esprit de parti, juger avec discernement, puis persévérer afin de réussir.

Nous entrons dans un temps hérissé de problèmes lourds de conséquences et, si mon exposé de ce jour va brosser un tableau de notre situation où les ombres l'emportent sans doute sur les lumières, vous conviendrez que je devais à votre Assemblée, à l'instant où elle entre en fonction, un aperçu des tâches qui l'attendent dont les plus urgentes vont être de délibérer le budget local et la tranche Fides de 1963.

* * *

ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE.

L'an dernier, à pareille époque, je disais — et le Conseil de Gouvernement confirmait dans son rapport de présentation du budget de 1962 — qu'une incertitude pesait sur la progression du développement économique du territoire au rythme des années 1960 et 1961 et qu'il serait prudent de ne pas asseoir un budget sur des prévisions de recettes trop optimistes.

Les résultats économiques et financiers des trois premiers trimestres de l'année en cours montrent que les craintes ainsi avancées n'étaient pas vaines.

Alors que les importations du territoire avaient augmenté, tant en tonnage qu'en valeur, d'environ 40 % au cours des années 1960 et 1961, leur montant au titre des 9 premiers mois de 1962 reste identique à celui de la même période de 1961 :

— 64.000 tonnes en 1961, — 61.000 tonnes en 1962, —

— 1 milliard 592 millions FCP en 1961, — 1 milliard 660 millions en 1962.

Cette stagnation est évidemment liée au ralentissement des investissements touristiques et à la diminution de l'activité cinématographique ; si les touristes jusqu'ici ont dépensé dans le territoire 40 millions de plus qu'en 1961 (249 millions contre 209), par contre, les ressources tirées de l'industrie cinématographique et des investissements étrangers n'atteignent guère que le quart de celles de 1961.

Concernant les exportations, la situation est nettement plus grave et fait apparaître une baisse sensible, tant en tonnage qu'en valeur, des produits vendus à l'extérieur ; pour les 9 premiers mois : 294.000 tonnes en 1962 contre 313.000 tonnes en 1961, — 719 millions CFP en 1962 contre 820 millions en 1961.

Pourquoi cette chute ?

C'est d'abord parce que les cours mondiaux de nos productions agricoles sont en regression plus ou moins accentuée : le cours Fob du coprah avoisine actuellement 11,80 FCP au kilo mais la Caisse de soutien doit ajouter environ 3 frs pour assurer une rémunération convenable au producteur ; — la vanille s'est traitée en moyenne à 827 FCP le kilo contre 1.000 francs en 1961 et le marché s'alourdit de telle sorte

qu'au total la perte sur cet article est de 15 % en un an, — le marché de la nacre est mauvais : 181 tonnes seulement ont pu être écoulées en 1962 contre 354 en 1961, les stocks locaux sont anormalement importants et pèsent sur les cours d'achat, — faiblesse également des cours du café, si bien que nos exportations ont été de 29 tonnes au lieu de 43 en 1961.

Indépendamment des produits agricoles, la vente des phosphates se heurte, pour la première fois depuis de longues années, à des difficultés qui résultent des restrictions à l'importation décidée par le Gouvernement Japonais. Nos exportations de phosphates avaient atteint 295.000 tonnes au cours des 9 premiers mois de 1961 ; elles se chiffrent à 275.000 tonnes au 1er octobre 1962 et il est à prévoir qu'elles seront de 40.000 tonnes environ inférieures aux prévisions.

Ainsi la situation économique du territoire est caractérisée par une stabilisation à un niveau élevé des importations et par une baisse générale de la valeur des exportations ; seules, les exportations de l'artisanat local sont en progrès et représentent 4 fois plus que nos ventes de café. *Au total, le déficit de notre balance commerciale n'est comblé que par l'apport touristique, mais surtout par les dépenses considérables effectuées sur des ressources d'origine métropolitaine, sans lesquelles le standing de vie des populations se trouverait singulièrement amoindri.*

L'économie du territoire a donc atteint un palier. La progression des échanges constatée en 1961 par rapport à 1960 ne s'est pas poursuivie et il ne faut pas cacher que rien ne permet, à l'heure actuelle, d'escompter un redressement des cours mondiaux, donc une amélioration de nos exportations en 1963 entrainant un accroissement des recettes au titre des droits de sortie alimentant le budget.

* * *

LE SENS DE NOTRE EFFORT.

Si l'avenir rapproché s'annonce sévère, il n'en est pas moins certain *que les efforts publics et privés entrepris dans le domaine de l'activité rurale et dans celui de l'équipement touristique doivent être poursuivis et encouragés, afin de maintenir, et surtout de développer le rendement des secteurs économiques du territoire dont la sauvegarde est une nécessité impérieuse pour la création des biens de consommation et d'échange, pour l'amélioration des niveaux de vie, pour l'équilibre humain et social auquel nous tenons.*

Il reste à faire pour stimuler l'élevage du bétail, celui des huîtres nacrières et perlières qui, on peut l'espérer, facilitera une reconversion des conditions d'exploitation des lagons nacriers. Il n'est plus possible de différer la mise au point d'une certaine organisation de la pêche afin d'assurer des ressources, notamment, aux populations des Tuamotu, tout en permettant un approvisionnement régulier des consommateurs urbains à des prix adaptés à leurs moyens.

En matière agricole, le dynamisme de notre service spécialisé a déjà permis d'appréciables résultats qu'il faut résolument accentuer : régénération et extension de la cocoteraie, perspectives de rendement améliorés lorsque les travaux de l'IRHO à Rangiroa auront conduit à des conclusions définitives, lancement des cultures maraîchères aux Iles Australes appelées à un développement intéressant pour les producteurs et le marché tahitien, meilleurs méthodes de culture du bananier, du vanillier, du taro, encouragement à l'amélioration de la caféraie, expérimentation de la culture du cacaoyer, du poivrier... Le clavier auquel le Service de l'Agriculture applique ses actions est particulièrement large et il faut que chacun, parmi vous comme parmi les cultivateurs soit convaincu de la nécessité de réviser les pratiques anciennes ; les efforts de propagande des agents spécialisés ont à être fortement appuyés et, à cet égard, il serait spécialement désirable que les membres de votre Assemblée s'attachent à créer dans la masse de la population agricole un esprit favorable aux réalisations effectives et n'hésitent pas, en toutes occasions, à affirmer leur volonté de voir aboutir les programmes adoptés de développement agricole ; Rappelez-vous cette phrase d'un expert international : « si le médecin parvient à abaisser le taux de mortalité plus vite que l'agronome n'élève l'indice de la production vivrière, c'est la famine qui détruira ce que l'hygiène aura sauvé. » ; — Songez également que l'économie n'offre pas matière à discussions politiques et que la politique n'a aucune prise sur les lois économiques ; il s'agit pour nous d'obtenir que les productions locales de la terre et de la mer arrivent à satisfaire les besoins sans cesse en expansion d'une population croissante, dont le mode de vie évolue rapidement et dont le revenu est inséparable de la stabilisation de nos prix.

Quand au maintien des prix payés aux producteurs de coprah, il n'a pu être assurer, au cours de cette année, que grâce à une subvention de 30 millions du budget local et à une avance de 28 millions de la Métropole provenant du Fonds de régularisation des cours des produits d'outre-mer. Le soutien qui sera nécessaire en 1963 sera de l'ordre de 70 millions CFP.

Dans un autre domaine, et indépendamment des perspectives attachées à la pêche industrielle et à la transformation sur place des produit de la cocoteraie, il est certain que l'industrie touristique est susceptible d'extension si nous savons placer Tahiti sur le marché du tourisme, sans négliger la concurrence internationale aigue qui s'exerce dans ce domaine. Le reflux que l'on a pu craindre au début de 1962 ne s'est heureusement pas produit ; l'augmentation du nombre des touristes de 1961 à 1962 peut être estimée dès maintenant à 20 % au moins et il est raisonnable de prévoir une augmentation progressive de cette activité en 1963, surtout si certaines dépenses d'infrastructure peuvent être consenties, si les distractions sont mieux organisées, si nos tarifs hôteliers et les prestations diverses auxquelles fait appel le voyageur sont normalisées, évitant de marquer Tahiti d'une renommée de cherté excessive.

L'augmentation des escales des paquebots et des cargos a influé sur le montant des dépenses effectuées localement par les touristes. Le nombre des longs-courriers s'arrêtant à Papeete est passé de 83 en 1958 à 114 pour les 9 premiers mois

Page LEXPOL 5 sur 12

de 1962 ; les tonnages correspondants sont montés de 873.000 à 1.479.000 tonneaux de jauge brute pour les mêmes périodes.

Or, le port de Papeete est presque ce qu'il était il y a 10 ans. Il est insuffisant pour le trafic qu'il reçoit ; des travaux, des équipements considérables sont nécessaires : quais, terre-pleins, magasins, remorqueur, cale... Une étude générale va être entreprise prochainement qui conduira à coup sûr à un devis de plusieurs centaines de millions.

Avec quelles ressources ferons-nous face à des exigences d'un tel ordre, s'ajoutant à bien d'autres ? car notre réseau routier doit être amélioré et étendu, nos adductions d'eau sont insuffisantes et il faut réaliser le projet de la Punaruu, l'infrastructure aérienne intérieure est embryonnaire, l'évolution démographique et la promotion des populations imposent sur le plan social la construction de logements, de dispensaires, d'écoles, de cantines ; le retard actuel en locaux scolaires est de l'ordre d'une cinquantaine et il faudrait, en plus, ouvrir 25 à 30 classes chaque année, développer l'enseignement technique, l'enseignement agricole, réaliser un équipement touristique, reconstituer un domaine privé du territoire et faciliter l'installation sur la terre de jeunes agriculteurs, développer les activités culturelles et sportives par la création des équipements appropriés.

* * *

LES MOYENS DONT NOUS DISPOSONS.

Intensifier et encourager les productions locales, faire effort pour que le tourisme constitue une ressource permanente en progression régulière, voilà qui est indispensable au redressement d'une économie aujourd'hui en situation critique. Mais, ce n'est pas tout, ce n'est pas suffisant ; à cela doit s'ajouter la réalisation des équipements économiques et sociaux dont le pays a besoin et dont, brièvement, je viens d'énumérer les principaux.

Dès lors, *sur quels moyens de financement le Territoire peut-il éventuellement compter en 1963 pour faire face à ses charges, pour assurer à la fois la gestion des affaires publiques, l'amélioration de son économie et les investissements de base les plus urgents ?*

Nous pourrons disposer :

— d'une tranche Fides qui atteindra environ 125 millions FCP et qui vous sera incessamment soumise ; je rappellerai pour ceux qui ne le sauraient pas encore, que les dotations du Fides ne comportent ni contre-partie, ni remboursement.

— d'un budget territorial dont je vous dirai dans un instant comment il se présente ;

— d'un prêt déjà demandé au Fonds National de régularisation des produits d'outre-mer pour le soutien des prix du coprah ;

— de prêts éventuels de la Caisse Centrale de Coopération Economique faisant suite aux prêts déjà consentis cette année ;

— de ressources provenant de Sociétés d'Etat telle que la SITO ;

— de crédits accordés par le Fonds Européen de développement pour la construction du nouvel hôpital (290 millions CFP) et, peut-être pour d'autres équipements, tels que le remorqueur du port et l'infrastructure du domaine d'Opunohu.

* * *

LA SITUATION FINANCIERE.

Voyons donc quelle est, à l'heure actuelle, la situation financière du territoire.

Du fait de la stagnation de nos importations et de la baisse des valeurs à l'exportation, *le produit des droits indirects est nettement inférieur en 1962 aux prévisions budgétaires, et il faut s'attendre en fin d'exercice à une moins-value de l'ordre d'une cinquantaine de millions.* Sans doute, compte tenu des plus-values que l'on peut raisonnablement escompter à d'autres titres, en particulier en matière d'impôts directs, l'insuffisance des recettes ordinaires pour couvrir les dépenses de fonctionnement pourra-t-elle être ramenée à environ 30 millions.

Une telle situation, déjà grave en soi, a été rendue plus sérieuse encore du fait que la Caisse de réserve n'offrait plus aucune possibilité, après les ponctions effectuées l'an dernier, pour doter aussi bien le budget ordinaire que le budget extraordinaire. *Le Conseil de Gouvernement a dû, dans ces conditions, imposer un contrôle sévère de l'engagement des dépenses et adopter une politique de stricte économie, rejetant en particulier tout accroissement de la masse budgétaire par l'ouverture de crédits additionnels,* conformément aux dispositions d'un rapport adopté par l'Assemblée Territoriale.

Grâce à ces mesures, il est permis de penser que l'équilibre général du budget de 1962 sera maintenu, sous réserve d'ajustements internes qui feront l'objet d'un projet de collectif dont vous serez saisis au cours de la présente session.

Mais si le péril immédiat du déficit budgétaire a pu être écarté, la situation financière du territoire n'en reste pas moins inquiétante. D'une part, il n'est pas exclu que les disponibilités de trésorerie viennent à manquer dans les premiers mois de l'année prochaine, d'autre part, *l'établissement du budget de 1963 pose des problèmes redoutables et son équilibre se révèle dès maintenant, comme particulièrement compromis si votre détermination n'est pas de le concevoir dans l'austérité la plus stricte.*

Les évaluations de recettes déjà effectuées dans le cadre de la fiscalité actuelle font apparaître qu'il ne faut guère espérer un accroissement de ces dernières par rapports aux résultats de l'exercice courant. En d'autres termes, aucun prélèvement sur la Caisse de réserve n'étant plus possible, la masse globale des recettes est de 50 millions environ inférieure aux prévisions de l'année 1962.

Or, les propositions des services dépensiers traduisent une augmentation sensible des charges publiques, principalement au titre des services sociaux (Enseignement, Santé,) de l'Agriculture et des Travaux Publics. Si l'ensemble de ces propositions devaient être admises — mais elles auront à être sérieusement comprimées à certains égards et des économies substantielles sont possibles — nous irions à un budget ordi-

Page LEXPOL 6 sur 12

naire de 1963 qui atteindrait 900 millions, soit 80 millions de plus que celui de 1962 et qui comprendrait, toujours selon les propositions des services, 180 emplois nouveaux.

En conclusion, et dans l'hypothèse où les chiffres que je viens d'avancer seraient retenus, la situation serait la suivante : 50 millions de recettes en moins, 80 millions de dépenses en plus, soit un déficit de 130 millions pour le seul budget de fonctionnement.

La première et lourde tâche du futur Conseil de Gouvernement, puis de l'Assemblée, va donc être l'étude du document budgétaire pour lequel il devra être tenu compte, sans doute, des impératifs du développement économique et social du Territoire, mais aussi des ressources limitées dont il dispose, même s'il est envisagé de recourir à divers aménagements fiscaux. En particulier, se posera avec acuité le problème du financement d'un budget d'équipement, même réduit, pour lequel, faute de disponibilité à la Caisse de réserve, il ne pourra être envisagé que des prélèvements sur les ressources ordinaires, dans la mesure où ces dernières n'auront pas été déjà intégralement affectées à l'équilibre du budget de fonctionnement.

* * *

L'AIDE METROPOLITAINE.

Dans l'énumération des moyens de financement dont bénéficie, ou peut bénéficier le territoire, je n'ai guère parlé qu'à l'occasion du Fides de ceux qui proviennent du budget de l'Etat. Ils sont cependant particulièrement importants et c'est grâce à eux que fonctionnent les services de l'Etat sans qu'il en coûte rien au Territoire, mais non sans que le territoire n'en profite au premier chef puisqu'ils permettent des dépenses sur place, le paiement de salaires, l'achat de matériel, la réalisation de travaux. Par là, non seulement *l'Etat décharge le territoire de lourdes obligations auxquelles il ne saurait faire face, mais aussi apporte à l'économie locale, à l'équipement général du pays une contribution essentielle,* dont je voudrais vous donner un aperçu.

On ignore trop — ou on feint d'ignorer — dans certains milieux, ce que la France aujourd'hui dépense en Polynésie pour donner à ce territoire les moyens de se développer et de se moderniser. On ignore trop dans le public quels sont les organismes et services qui ne sont pas financés sur les ressources du Territoire : leur liste, bien que longue, vaut d'être exactement précisée : sont à la charge de l'Etat, toute la représentation du pouvoir central, c'est à dire les dépenses du Gouvernement, des chefs de circonscription et la solde de tous les administrateurs, sont à la charge de l'Etat les dépenses de la Justice, de l'Inspection du Travail, de l'Aviation Civile, des Bases Aériennes, de la Météorologie, de la Douane, dont cependant les recettes vont intégralement au budget local, du Réseau Général Radioélectrique, de la Sûreté, de la Gendarmerie, de l'Armée, de la Marine, de la Radiodiffusion, des services du Tourisme et du Commerce Extérieur, de l'Enseignement Secondaire, de la Marine Marchande, des Phares et Balises, de la Capitainerie du port, de l'Office des Anciens Combattants, de la Caisse centrale de Coopération économique, de l'Office de la Recherche Scientifique. De plus, l'Etat prend à sa charge une partie des dépenses du service du Trésor et de l'Institut de Recherches Médicales ainsi que le déficit de l'Office des Postes et Télécommunications. Rien que les transferts à l'Etat intervenus depuis le 1er Janvier 1962, c'est à dire : Lycée Gauguin, service du Tourisme et déficit des Postes, ont allégé le budget territorial de 50 millions de dépenses.

Que se passerait-il si le territoire qui, déjà, se trouve dans une situation financière obérée, devait assumer tout ou partie des obligations dont je viens de parler ?

Vous donnerai-je quelques chiffres pour illustrer ce qu'est exactement l'aide métropolitaine ? Ils sont éloquents. *Les dépenses de l'Etat dans le territoire sont passées, d'après les écritures de la Trésorerie, de 228 millions CFP en 1958 à 602 millions en 1960, à 826 millions en 1961 ; elles dépasseront 900 millions en 1962.* Dans ces chiffres sont inclus le règlement des pensions, les dépenses civiles et militaires y compris les investissements de l'Etat, le Fides et les avances à la Caisse de stabilisation du coprah ; mais n'y figurent pas les crédits qui sont destinés à la Caisse Centrale, à la SITO et à divers autres organismes, non plus que les dépenses de transport et les achats de matériel réglés directement en France.

En bref, *la Métropole affecte chaque année au territoire, sur son budget propre, des sommes qui font plus que doubler les ressources du budget local.*

Mais ces chiffres que je viens de citer sont-ils par trop abstraits ? Faut-il pour les mieux faire comprendre donner quelques exemples pour mieux faire toucher du doigt combien la France dispense à longueur d'année une aide vitale, trop souvent méconnue et ignorée, et comment elle intervient tous les jours dans le sens d'une amélioration du sort de chacun ?

Prenons le cas de la Caisse Centrale de Coopération économique. Celle-ci a transféré dans le Territoire sur ses fonds propres, au cours des 9 premiers mois de 1962, 301 millions CFP dont 186 millions ont été affectés sous forme de prêt à long terme au Crédit de l'Océanie. Si l'on veut bien reconnaître le rôle joué par le Crédit de l'Océanie, si je rappelle qu'en 3 années d'activité il a accordé 1.200 prêts représentant 230 millions CFP et qu'il va réaliser un important ensemble d'habitations économiques à Pamatai, on admettra que l'aide métropolitaine se fait sentir jusque dans le détail de la vie des polynésiens.

Savez-vous, d'autre part, que les seuls services civils de l'Etat occupent actuellement plus de 400 originaires du territoire qu'ils appointent, qu'ils forment et qui, de plus en plus, sont appelés à suivre en France des stages de perfectionnement ?

La Gendarmerie, de son côté, qui compte 55 militaires polynésiens leur a versé en 1961 : 8.500.000 CFP ; elle occupe en moyenne, chaque année, 35 ouvriers civils et a dépensé, en constructions neuves depuis 1958 près de 27 millions CFP. En rappelant que la France a investi ici près d'un milliard CFP dans l'infrastructure et l'équipement aéronautiques, je

Page LEXPOL 7 sur 12

signalerai que les services concourant à la sécurité aérienne emploient une cinquantaine de techniciens locaux.

Savez-vous, enfin, ce qu'ont été les crédits d'aide métropolitaine mis à la disposition du territoire au titre du Fides depuis l'origine, dans le cadre des 1er, 2e et 3e plan jusqu'à 1962 inclus ?

Pour la section locale, et en ne tenant compte que des crédits réellement apportés par la Métropole, on atteint le chiffre de : 1.157.164.000 CFP. Les allocations de cette section sont en progression régulière et représentent en moyenne annuelle, 69 millions CFP pour le 1er plan, 72 millions pour le 2e plan et 116 millions pour le 3e plan.

Sur la section générale, les enseignements privés ont bénéficié d'un crédit de 55 millions CFP, les autres secteurs de 23 millions.

Le montant total des crédits Fides attribués au territoire jusqu'à ce jour s'établit ainsi à 1.234.878.149 CFP.

Il me resterait encore beaucoup à dire sur les concours, les aides, l'assistance qu'apporte à la Polynésie, ou le budget de l'Etat, ou les pouvoirs métropolitains ; je me bornerai néanmoins à énumérer rapidement quelques unes de ces interventions : envoi en stage en France de dirigeants sportifs et de dirigeants de mouvements de jeunesse, — venue dans le territoire, à deux reprises déjà, d'un excellent entraineur d'athlétisme et de basket-ball pour la préparation des jeux du Pacifique Sud en septembre 1963, — organisation par le Ministère du Travail de stages de formation professionnelle d'ouvriers polynésiens, — construction des goëlettes administratives des Australes, des Marquises et des Tuamotu, construction de la maison du Combattant, renforcement des effectifs du personnel enseignant du Lycée Paul Gauguin, — construction par la SITO du Centre de formation du personnel hôtelier et, prochainement, d'une Maison du Tourisme, propagande assurée en Amérique du Nord au profit de la Polynésie par les six bureaux du Commissariat Général au Tourisme installés sur le continent, — collaboration à l'étude de nos problèmes des chercheurs spécialisés de l'Office de la Recherche Scientifique, de l'Institut Français d'Océanie, de l'Institut de Recherches des Huiles et Oléagineux, — aide des organismes internationaux auxquels la France participe financièrement, tels que la Commission du Pacifique Sud, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds Européen de Développement, — concours financiers des établissements de crédits métropolitains à des investissements hôteliers ou industriels et à des réalisations diverses, telles que le zone industrielle de Fare Ute et l'ensemble d'habitations économiques de Faaa, que la Setil a en charge, — projet de réalisation du Musée Gauguin par la Fondation Singer-Polignac sur ses ressources propres.

* * *

LA FRANCE EST ET RESTE PRESENTE.

Rien n'est négligé pour permettre au Territoire de surmonter ses problèmes. *Les apports de la France que j'ai évoqués, directs et indirects, nationaux et internationaux, techniques et financiers, matériels et moraux sont parfois difficilement chiffrables ; ils n'en constituent pas moins dans leur ensemble tout un tissu qui fait bénéficier la Polynésie de l'essor français et de la place éminente que notre pays occupe dans le monde, grâce au redressement spectaculaire qu'il effectue depuis quelques années.* Avec une expansion économique continue, avec une balance commerciale bénéficiaire, avec son franc aujourd'hui apprécié sur le marché des changes et dont l'éclat est encore relevé par la faiblesse des monnaies à caractère international, la France, dont les techniques modernes sont à la pointe du progrès et dont les économistes sont les auteurs de ce que nos amis américains ont appelé le « mystère français » — mystère qu'ils ont voulu étudier pour en tirer eux-mêmes des enseignements — *La France est et reste présente à vos côtés, d'abord par un attachement sentimental vis-à-vis d'une population avec laquelle elle se sent des affinités profondes, ensuite parce qu'elle a conscience que son rôle et sa tâche sont encore loin d'être arrivés à leur terme.*

Il est des lacunes à combler, des élites supplémentaires à dégager, une économie à asseoir.

Dans un monde en effervescence, dans ce Pacifique où se heurtent les humanités écrasantes de l'Amérique et de l'Asie, il est de toute évidence qu'une grande puissance européenne seule peut maintenir ici la paix, avec la liberté et le bonheur des hommes.

La Polynésie a besoin de paix et de sécurité du lendemain. Cette paix intérieure, il dépend de vous qu'elle s'instaure ; il dépend de vous que la stabilité politique soit une réalité, que la sagesse et la prudence inspirent les réformes, que la raison soit votre loi dans les domaines économique et financier qui ne souffrent, ni le bon plaisir, ni la facilité. Il nous faut créer un climat de confiance afin d'intéresser les investissements privés, français ou étrangers, à compléter les investissements publics. Il faut que la confiance règne également entre nous, entre votre Assemblée et l'Exécutif local, entre les pouvoirs publics et les administrés et que cessent les luttes stériles, les soupçons et les dénigrements, alors qu'il y a tant à faire, à créer, à construire, alors que le rassemblement des forces et des volontés peut seul nous permettre de franchir les obstacles et de modeler le visage d'une Polynésie heureuse.

L'évolution de la Polynésie se fait en étroite symbiose avec la France, dans le cadre d'institutions libérales qui donnent aux représentants du pays des pouvoirs de gestion déjà extrêmement étendus. L'intérêt du territoire est dans l'union avec la France, mais il y a plus : le cœur des populations n'a-t-il pas parlé en 1914, en 1940 ? Depuis la dernière guerre, les femmes et les hommes de Polynésie ne se sont-ils pas prononcés pour la France, écartant l'aventure, ratifiant par la voix populaire l'acte du dernier Roi Pomare ?

La France assumera ici les obligations qui découlent pour elle de l'histoire, de sa mission, des sentiments que lui porte un peuple généreux et qu'elle affectionne entre tous. Elle n'abandonnera pas la Polynésie à son sort, elle maintiendra — je l'affirme très haut —, avec une totale résolution, elle maintiendra le drapeau tricolore sur ces terres qui sont françaises et qui resteront partie intégrante de la République.

Mesdames, Messieurs, je déclare ouverte la première session ordinaire de l'Assemblée Territoriale.

Vive la Polynésie, France du Pacifique,

Vive la France.

Page LEXPOL 8 sur 12

Ta Teivitau PITO

TE MERO MATAHITI RAHI AE

E te Tavana Rahi ê,

Te mau Mero Conseillers no te Apooraa Hau,

Te mau Mero Conseillers no te Apooraa Rahi,

Te mau Vahine,

Te mau Tane.

Na ni'a i to'u matahiti rahi, ua tu'u hia hia mai, i teie mahana i ni'a ia'u, te Peretiteniraa note iriti ite Apooraa Rahi ote Fenua nei, otei maiti hia ite 14 no Atopa i mairi a'e nei.

Na ni'a ia i teie ti'ara'a, e na ni'a ite ioa ote mau mero conseillers ote Apooraa Rahi Taato'a te faataè nei au i to'u Arofa mate fa'atura ite ti'a ote Faatereraa note Hau Repupirita farani oia te Tavana Rahi Aimé Grimald tane Tavana Rahi no Polynesia Farani.

Mero api mai i roto i teie Apoora'a, taata faaapu e Tamarii note fenua nei, Faehau tahito note tama'i 14. E fa'aite poto no'a tu vau ito'u mau mana'o rii, maite hoê tamarii o te nunaa, e, te ti'aturi to'a nei au è, o te mana'o to'a ia o te Rahiraa tane e vahine no te fenua nei.

O matou, Huiraatira no Polynesia Farani, te ti'aturi nei matou e, te vai nei te tahi mau rave'a papu no te haamaitai i te orara'a o te nuna'a.

1° — *Ia tamau hia, e ia haapaari hia te mau taura ta'atira'a i roto pû ia Polynesia e o Farani metua, o tei riro ei paruru i te mau tau ato'a no te tiamara'a i roto i teie nei ao.* Ua papu ia tatou te huru faatereraa a Farani, e eita roa te reira huru faatereraa e roa'a ia tatou i roto i te tahi atu patereia aore ra i te tahi huru faatereraa e atu.

2° — *Te hoê terera'a faufa'a papu, o te tauturu i te taato'ara'a o te Huiraatira* oia hoi : te mau taata faaapu, te mau taata rava'ai, te mau rave ohipa ta mahana ; Te hoê to'a tereraa haamaitairaa orara'a huiraatira ma te horo'a tu i te mau rave'a to'a i te faatereraa o te fare ma'i, i te faatereraa tautururaa i te oraraa o te taata, e i te faatereraa o te mau fare haapiiraa.

3° — *Ia hiopo'a maite hia te mau tapura haamau'araa :* E ti'a ia faaiti hia te tahi mau haamauaraa e ia hiopo'a maitai hia te mau haamauaraa iau i te rahiraa o ta tatou mau hotu.

4° — *Ia tu'u hia « te maitai o te nunaa » i nià a'e i te mau peàpeà poritita o te fa'a arepurepu nei e o te fa'a amahamaha nei io tatou nei.* I te Hau metua to'a, ua ite hia te reira na roto i te maitiraa uiui mana'o (Référendum) te poritataraa a te mau pupu e te mau faanahoraa huna.

Eaha ta te nunaa e ani mai nei ia tatou o tana i maiti no te paruraa i tona mau maitai ? E ere te ohipa rahi roa : *te hau e te tapitapi ore no te pae tereraa faufaa, e te oraraa taata ;* na tatou ia e rave i te ohipa i nià i te reira e'a, mai te itoito, e mai te faaite i to tatou huru mau.

Te tu'u atu nei au i teie mau mana'o ei feruriraa na outou, outou te mau taata tiàma o tei maiti hia e te nunaa, e te ti'aturi nei au e, e hotu mai teie mau mana'o i roto ia outou i teie nei mau mahana i mua nei.

Aita vau e hinaaro e nani'a i teie ti'araa to'u i teie mahana i te faarahi atu i te parau no te faaahaaha i to'u mau mana'o. Te tape'a nei au te reira no te tatara atu i teie mau mahana i mua nei.

Ia ora o Polynesia Farani,

Ia ora o Farani.

Ta Te Tavana Rahi GRIMALD Aimé

FAATERE NO POLYNESIA FARANI

E te mero matahiti rahi a'e o te apooraa,

E na vahine,

E te mau mero o te apooraa,

I te 2 no noema i mairi a'é nei te ore raa te mana o te apooraa tahito i maiti hia ite matahiti 1957, *e te putuputu nei, no te taime matamua, teie apooraa api i maiti hia e te huiraatira i te 14 no atopa.*

Ei omuaraa parau, no teie apooraa matamua, te hinaaro nei vau, e faariro ia'u, ei auvaha no outou, no te faarte raa i te apooraa tahito i te maururu no te ohipa i rave hia, mai te taho'e maitai e te apooraa faatereraa hau.

Te oaoa nei vau i te arofa atu i te mau mero o teie apooraa api, te mau mero i ô api mai, e te mau mero tahito i ô faahou mai o tei riro ei aratai no vera i nia i te ohipa.

Te haapoupou faahou atu nei vau i te tiaturiraa ta te mau feia maiti i tuu i ni'a ia outou, e te faatae atu nei i te arofa o te faatereraa hau Repupirita o te tiaturi nei, mai ia'u e tiaturi nei, e te ohipa ta outou e rave i onei, iau i to outou mana, no te faautupuraa ia i Polynetia o tei taho'e e o Farani, i te ho'e oraraa Hau e te papu no te pae imiraa faufaa e te pae oraraa, iau i te parau a to outou mero matahiti rahi a'e o te apooraa.

Te ti'auturi nei vau i te taho'eraa e tupu mai i ni'a i te ohipa no te maitai o teie fenua, i rotopu i te Apooraa Rahi e te faatereraa hau.

Te huru oraraa o teie fenua no ananahi, ia riro te reira parau, te reira vahi ei feruriraa na tatou, ei taho'e raa i to tatou puai. Ua ite outou, e ua taa ia outou te mau tumu parau rarahi no ni'a i te huru o teie mau pae fenua, te rahiraa o tona huitaata, e ta ratou mau imiraa e ora ai vera. Ua papu to'a ia outou e mea iti te mau imiraa are'a te mau ohipa e hinaaro hiara, mea rahi ia.

E, no te amoraa i teie hopoi'a, teimaha aita tu ai iho'a ia e ravéa, maori ra : te taho'e raa o te mau puai ato'a, te taho'e raa o te mau taata mana'o maitai, o te taho'e raa o te mau mana ato'a i ni'a i te aratairaa i te nunaa polynetia i nia i te ho'e ora raa o ta tou e hinaaro nei ia maitai a'e no te taato'a raa e no te taata tataitahi.

Are'a ra, ia roaa mai ia tatou te reira amuitahiraa i ni'a i te ohipa, aita ea ia i rava'i, no te mea, mea iti te mau imiraa ravéa o te fenua nei, mea iti te mau faufaa, aréa te mau ohipa e rave hia nei mea rahi ia : Rave rahi te mau vahi, te mau motu, Rave rahi to'a te mau tatairaa, te mau faarahiraa, Rave rahi to'a te mau opuaraa ohipa.

E ohipa teimaha e te fifi e tano ia feruri hohonu hia na mua i te faaoti, ia papu maitai ia tatou, to tatou huru e ta tatou mau ravéa, te vahi e maraa e te vahi eita e maraa, ia riro te maitai o te taato'a raa ei tumu no te mau faaotiraa ohipa.

Te tomo nei tatou i roto i te ho'e tau o tei taratara roa i te tahi mau fifi e rave rahi e tano iau, ia faaara atu i te Apooraa Rahi i te reira mau fifi, hou a rave atu ai outou i na ohipa rû maori ra te tapura haamauaraa e te tuhaa moni FIDES no te matahiti 1963.

I teie matahiti i mairi a'enei, i teie ihoa mau mahana, ua faara atu te apooraa faatere raa Hau i te huru papu ore o te tereraa o te mau imiraa faufaa o te fenua nei, eita e tuea i to na matahiti 1960 e to te matahiti 1961.

E inaha, ua tano mau ihoa taua faararaara na ni'a i te matuturaa hia i te rahiraa faufaa i roaa mai i roto i na ava'e matamua e iva o teie matahiti, ua iti hia : e 40 inia ite 100 te itiraa.

i te 1961 ua hapono tatou 64.000 tane hotu o te fenua nei

i teie 1962 ua hapono tatou 61.000 tane hotu o te fenua nei

i te 1961 teie te rahiraa moni ta te reira mau hotu i horo'a mai 1592 mirioni Farane Patitifa i teie matahiti 1962 1660 mirioni Farane Patitifa — Ua iti to'a hoï te mau haamauaraa no te mau ohipa ratere e ua iti to'a hoi te mau haamauaraa no te mau ohipa taviriraa hoho'a.

No teaha teie itiraa ? no te toparaa ia te mau pene o te mau hotu, ua ite ho'i tatou auaa teie moni tauturu e 3 toata na nia i te kiro puha nehenehe ai haamau i te pene puha i ni'a i te ho'e moni huru tano — No te vanira ua topa mai i nia 827 farane i te tiro vanira maro, are'a te pene o te matahiti 1961 1.000 farane i te tiro vanira maro — Te pârau : 181 tane naeiho o tei nehenehe e faariro i teie matahiti 1962, are'a i teie matahiti i mairi ae nei 1961, ua faariro ia tatou 354, mea huru rahi to'a hoi teie pârau e vai nei e aita ea i nehenehe e hoo atu — no te taofe e 29 tane na'eiho tei hapono hia i teie matahiti, are'a 1961 e 43 tane ia tei faauta hia.

No te parau o te repo maatea, a tahira farerei to'a hia ai te tahi mau fifi no te faariro raa, no te mea te faaiti to'a ra te hau tapoae i tana faito no te mau taihaa no rapae mai.

I roto i na avae matamua e iva no te 1961 ua hapono tatou e 295.000 tane repo maatea, are'a i teie matahiti 1962 e 275.000 tane na'e iho tei hapono hia i te mahana matamua no atopa e, te manao hia ra, e 40.000 tane te toparaa.

Teie tura ia te huru oraraa no te pae faufaa, maori ra te tamau noa nei tatou i te poroi i te mau taihaa e rave rahi i ni'a i te faito i matau hia are'a ra te topa tura te faito moni e roaa mai na nia i te uta raa i ta tatou mau hotu. Te maa vahi api itea hia, no nia ia i teie mau taihaa rii e hamani hia nei io tatou, mai te hei pupu, te peue, te mau ohipa nana'o i nia i te raau aore ra te parau. E 4 taime hau atu tana tuhaa faufaa e horo'a mai, i te moni e roaa mai nei no te haponoraa i te taofe. Na teie to'a hoi ohipa ratere e faaravai rii mai to'a, are'a ra te rahiraa o te faarava'i raa ra na roto mai ia i teie rahiraa moni no, te hau metua mai, o te aufau hia ra i ni'a i te mau ohipa rarahi o te fenua nei.

Page LEXPOL 10 sur 12

E ahiri aita te reira opùta moni no te hau metua mai, e tano roa ia parau e e fifi roa te oraraa o te nunaa.

E tano ia faananea hiatu â te ohipa faamuraa animara, e, ia turu hia te ohipa faapuraa no te parau e no te poe. Eita e nehenehe ia faataere faahou i te ohipa ravaai, e oputa moni api te reira, na te huiraatira o te Tuamotu, e tauturu to'a hoi te reira i te nunaa e noho nei i te oire pû.

No te pae faapu te itea hia ra te mau rave'a api no te faahotu raa i te mau tumu haari, na roto i teie mau faanahoraa e rave hia ra i Rairoa — Te tanu faarahi hia ra te mau maa huru rau i Tubuai ma no te hapono mai i Tahiti — Te turu hiara te mau taata faapu taofe — Te tamata hia ra te tahi atua mau hotu mai te cacao e te pepa — Ia turu hia teie mau taata aratai no te ohipa faapu e tano ai, e ia faarii mai te nunaa faapu i ta ratou haapiiraa no te titau raa i te tahi hotu rahi atu ia rava'i te nunaa. No te mea, te na'o ra ho'e parau paari : Aita ta te taote i te rapaau, mai te mea e, te o'e ra te fenua, na roto i te iti raa te mau maa e roaa mai, no roto mai i te fenua e te moana.

No te haamauraa i teie pene puha o ta tatou e ite nei i teie mahana auaa ia teie na tino moni e piti : e 30 mirioni no roto mai i te afata o te fenua nei, e, e 28 mirioni no roto mai i te afata a te Hau Metua.

No teie matahiti 1963 e taea hia te faito e 70, mirioni no te tururaa i te pene puha.

Rave rahi te mau pahi tima e tapae mai nei, mai te afai to'a mai i te mau ratere o te haamau'a nei io tatou — Tera ra, e tano ia faaafaro hia te mau faito moni e titau hia nei ia ratou — Teie te numera o te rahiraa pahi rarahi i tapae mai : i te matahiti 1958 : e 83 pahi, are'a i teie matahiti 1962, no na ava'e matamua e 9 : 114 pahi mai te haere to'a tu te rahiraa tane mai te numera 873.000 tane, ite 1.479.000 tane.

Are'a to tatou uahu tapaeraa pahi, aita i taui tona huru, 10 matahiti i teie nei tona vairaa noa mai te reira, no reira o tano ia rave hia teie ohipa uahu tapaeraa pahi o Papeete, mai te faarahi faahou, e te faananea atu i te mau fare vairaa taihaa, te poti tavere, e te vahi hiviraa e te vaitura ea... E feruri hia te reira mau opuaraa i teie mau mahana i mua nei, e ia mana'o hia, e nau hanere mirioni farani te pau i reira.

I hea tatou rave mai ai i teie rahiraa moni no teie mau ohipa ? e te vai nei a hoi te tahi atu mau haamauaraa rahi, to tatou mau purumu, ta tatou mau auri pape e ia rave to'a hia hoï te opuaraa e haru mai i te pape i Punaruu — Aita to'a ea ho'i i oti te ohipa no te mau tauraa manureva tei te omuaraa noa ea tatou o teie ohipa. Te puna nei te nunaa e tano toa ia, ia hamani hia to ratou mau nohoraa, te mau fare rapaauraa, te mau fare haapiiraa e te mau fare faatamaaraa tamarii — Ua rahi te numera tamarii ua iti hia te mau piha haapiiraa — Ia hamani oioi hia e 50 piha haapiiraa e tano ai e ia tamau noa hia i te mau matahiti ato'a i te hamani faahou e 25 aore ra e 30 piha haapiiraa api — Te vaira hoi te mau haapiiraa ohipa, haapiiraa faaapu, haapiiraa no te ohipa ratere — Te vai to'a ra te mau opuaraa no te rave mai i te mau tuhaa fenua rarahi no te tururaa i te mau taata faapu api, e te tururaa to'a i te u'i api na roto i teie ohipa faaetaetaraa tino (ohipa sports).

Te taato'a raa o teie mau ohipa aore ra o teie mau opuaraa ohipa, ei maitai ia no te nunaa paato'a, are'a ra, te papu noa ra ia tatou te temeihaa raa, te rahiraa o te moni e hinaaro hia no te amoraa ia oti ihoa te mau ohipa rû roa ae.

— E nehenehe ia tatou e tiaturi i ni'a i te ho'e tuhaa moni « Fides » i te are'a 125 mirioni farane o ta outou e feruri — Te faahaamana'o noa tu nei vau i teie tuhaa moni « Fides » e ere teie moni te mea faahoi, mea horo'a noa hia mai ra.

— Te vaira to'a ra hoi te moni no roto mai i te afata o te fenua nei o ta'u e faataa atu araua'e.

— Te vai ra te ho'e tuhaa moni tauturu o tei ani hia i te hau metua no te tururaa i te pene puha.

— Te tahi tuhaa moni e aitarahu hia mai i te afata ra « Caisse Centrale de Coopération Economique » mai te rave hia mai i teie matahiti i mairi ae nei.

— Te tahi tuhaa moni no roto mai i te ho'e taiete ta te Hau e parau hiara SITO.

— Te tahi tuhaa moni no roto mai i te afata Europa, no te hamaniraa i te fare mai api (290 mirioni farane patitifa) e te vaitura ea.

A hio rii na tatou i te huru o ta tatou afata. Na roto i te toparaa o te mau faito moni o te mau hotu o te fenua nei, nehenehe ia parau e hau atu tatatou haamauaraa i te area ra e 30 mirioni — Are'a ra na roto i te faaitiraa hia te tahi mau haamauaraa, e nehenehe ia parau e no teie matahiti 1962 e afaro te tapura haamauaraa ; ia feruri maitai hia ra, te tapura haamauaraa no 1963 iau i teie mau huru fifi i tatara hia tu i mua ia outou, no te mea i teie matahiti 1962 e 50 mirioni tei ore i ô mai i roto i te afata.

No te mau opuaraa i ni'a i te tapura haamauaraa o te matahiti 1963, nehenehe ia parau e e rae'a hia te 900 mirioni, e 80 mirioni ia i hau atu i to te 1962 no ni'a i te rahiraa tu â, te mau haamauaraa no te mau ohipa haapiiraa tamarii, no te mau ohipa rapaauraa ma'i, no te ohipa faapu e no te amaa ohipa Travaux publics.

No te haapoto noa raa, tera tura ia te huru, oia ho'i : e 50 mirioni o te ore e ô mai i roto i te afata, e, e 80 mirioni haamauaraa hau atu, ia amuihia, 130 mirioni farane te moni pau.

E tuhaa moni rahi roa teie ta te hau metua e ueue mai nei io tatou no te faatupuraa i te mau ohipa e rave rahi, no te maitai o te taato'a raa o te nunaa.

Rave rahi paha tei ore i ite i teie vahi, aore ra te faahua ite ore ra, e te amo nei o Farani i te hopoi'a teimaha i Polynetia, no te horo'a raa mai i te mau ohipa e tano no teie tau.

Rave rahi, te mau rave ohipa a te Hau, na te Hau metua e aufau nei i ta ratou mau moni ohipa — Te mau

haamauaraa no te Tavana Rahi e tana piha ohipa — Te taato'a raa o te mau Tavana Hau — Te mau rave ohipa o te fare haavaraa e te mau haava — Te mau rave ohipa no te hiopoaraa no te pae ohipa (oia hoi Inspection du Travail), no te ohipa manureva tivira (aviation civile), no te mau tahua tauraa manureva oia hoi (bases aériennes) — te ohipa météo — te amaa ohipa douanes — noatu a ia e te taato'a raa o te moni e roaa mai nei i te douanes te tau hiara i roto i te afata o te fenua nei — te mau mutoi o te oire pu (sûreté) — te mau mutoi farani — te nuu faehau, te nuu moana, te mau rave ohipa no te ohipa radiodiffusion — te amaa ohipa no te ohipa ratere e te ohipa hooraa tao'a no rapae mai, te haamauaraa no te mau haapiiraa teitei o te fenua nei, no te marine marchande, te mau rave ohipa no te mau pou mori turama e te mau pou ta'otiaraa, te piha faatereraa no te port, te pû a te mau faehau tahito (office des anciens combattants) — Te afata moni Cooperation Economique e te piha ohipa no te imiraa no te pae ite (Office de la Recherche Scientifique).

Te aufau faahou to'a ra te hau metua i te tahi tuhaa o te mau haamauaraa no te afata moni a te Hau (Trésor) — no te institut de recherches médicales oia hoi no te mau paimiraa e tano ia rave hia no te pae rapaauraa ma'i, e te mau haamau'araa hau atu a te Fare Rata. I ni'a i te pae haapiiraa teitei « Lycée P. Gauguin » — no te ohipa ratere e no te fare rata e 50 mirioni.

Eaha te tupu, mai te peu e na ta tatou afata, o te fenua nei, e amo i te taato'a raa o teie mau hopoi'a ?

E tano roa ia ite outou i te rahiraa numera o te mau tautururaa a te Hau metua — Na te reira mau numera e haapapu.

i te matahiti 1958 : 228 mirioni
i te matahiti 1960 : 602 mirioni
i te matahiti 1961 : 826 mirioni
i te matahiti 1962 : e mairi te 900 mirioni.

Aita i roto i teie mau numera moni te mau haamauaraa no te afata moni Caisse Centrale e no te taiete SITO — aita to'a te mau haamauaraa no te mau faautaraa e no te mau taihaa i hoo hia mai i Farani ihe.

E nehenehe ia parau e te aufau nei te Hau metua i te afa rahi o te mau haamauaraa.

Faatac tatou i to tatou feruriraa, i nià i te ohipa i amo hia e teie afata parau hia « Caisse Centrale de Coopération Economique » — Teie tana ohipa i rave — Ua hapono mai oia i na avaè e iva o teie matahiti 1962 : e 301 mirioni e ua horo'a hia i roto i te afata Crédit de l'Océanie : 186 mirioni, e i roto i na matahiti e 3 teie te rahiraa taata i haere e aitarahu mai i te moni i taua afata ra : 1.200 no te rahiraa moni ra 230 mirioni. E te opua nei taua afata moni ra, e hamani i Pamata'i, oia ho'i i roto i te mataeinaa o Faaa, rave rahi mau fare tarahu moni màmà no te tautururaa i te mau taata tei roto i te fifi no te pae nohoraa.

Ua ite ho'i tatou e, i teie taime, e 400 taata tumu no te fenua nei, e rave nei i te ohipa i roto i teie mau amaa ohipa a te hau metua e aufau ra, mai te haapii hiatu ratou i te aravihiraa i ni'a i to ratou mau toro'a e mai te tono atu i te tahi o to ratou, i Farani, no te faahohonu atu i te ite i ni'a i te ohipa.

E 55 mutoi farani, tamarii no te fenua nei, tei ô i roto i te reira amaa ohipa e teie te haamauaraa no ratou i te matahiti 1961 : 8 mirioni 500. — Te rave tamau nei e 35 taata rave ohipa i reira e ua haamau'a ratou no te haamaniraa i te mau fare faaea raa api mai te matahiti 1958 mai, e 27 mirioni.

No te mau tahua tauraa manureva 1 miria te rahiraa moni i aufau hia, e, e 50 tamarii no te fenua nei o te faatere to'a ra i ta ratou mau tuhaa ohipa i reira.

No teie tuhaa moni Fides mai te haamata raa mai e tae roa mai i teie matahiti 1962, teie te numera i haamau'a hia : 1.157.164.000 Farane Patitifa. No te reira pae, e nehenehe ia parau e, te haere noatura ea i te rahi raa i te mau matahiti ato'a.

No te mau pae haapiiraa tamarii eere na te Hau, na te mau haapaoraa ra, ua tauturu to'a hia e te tino moni ra e 55 mirioni e e 23 mirioni no te tahi atu tuhaa.

Ia amui pauroa hia te rahiraa moni Fides, teie ia : 1.234.878.149 Frs CP.

Mea rahi atu a, tau e nehenehe atu e hohora i mua ia outou, e haapoto noa ra vau no ni'a i te tahi mau tauturu i rave faahou hia :

Te tono hia nei i Farani te tahi mau upoo faatere no te pae « ohipa sports » e no te pae « faanahoraa u'i api » — Ua tono to'a hia mai io tatou nei te tahi mau raatira aravihi no te mau ohipa sports, no te faaineineraa i to tatou mau taure'are'a no teie tatauraa rahi e tupu i rotopu i te mau fenua no Patitifa i te ava'e tetepa 1963.

Ua hamani hia te ho'e pahi no te mau pae fenua i Rurutu ma, ho'e no Matuita ma e ho'e no te Tuamotu — Maareva ma Ua hamanihia te fare o te mau faehau tahito — ua faarahi hia te mau orometua i te fare haapiiraa teitei « Lycée Paul Gauguin » — Ua hamani hia e te taiete SITO, te fare haapiiraa no te mau ohipa hotera, e, e hamani hia te fare no te ohipa Tourisme — Te rave hia ra te ohipa faairaa i Fare Ute e te taiete SETIL te mau fare nohoraa — Te opua hia'ra ho'e fare musée P. Gauguin o ta te taiete Singer-Polignac e aufau.

Tei te mau amaa ato'a te tauturu raa a te Hau Metua e ua maraa ia Farani e amo i te reira hopoi'a no te mea, i teie mahana te maraa ra ona iana iho. Te tere ra te mau amaa ohipa ato'a i Farani iho, e no te rahiraa te auhune i Farani hau metua, te manii mai ra te reira auhune raa ionei. Ua riro te moni farani ei moni paari e te papu maitai i roto i te ao nei. Ua parau to tatou hoa hau marite, e temeio te tupura i Farani, e ua tono vera i to ratou mau tahu'a aravihi no te pae imiraa faufaa e haere roa e hi'o mata, e fafa, e, mea nafea mau teie raveraa api a te mau taata aravihi no Farani, no te mea te hinaaro to'a ra ratou e na reira.

E faaea noa o Farani i pihaiiho ia outou no te mea, ua here oia i teie huiraatira, no te mea ua ite oia, e mea rahi a

Page LEXPOL 12 sur 12

te ohipa e tano ia rave hia i onei. Te vaira te tahi mau aramoiaraa o te faa'i atu, te vaira o te tahi mau aravihiraa o te hapii atu, te vaira te pae faufaa o te haapapu maitai.

I roto i teie ao arepurepu, i roto i teie pae Patitifa o tei haati hia e te nunaa Marite e te nunaa Taina, ua papu maitai e, e maraa i te ho'e hau rahi no Europa ia paruru ionei, ia nehenehe i te nunaa ia ora i roto i te Hau, te tiama e te oaoa.

Te hinaaro nei o Polynesia i te Hau e te oraraa papu no ananahi. Tei ia outou te otiraa o te reira vahi, tei ia outou te faa afaroraa i te huru politita, ia faaea te paari, ia faaoti na'e outou i te mau tauiraa, ia riro te mana'o afaro ei ture aratai ia outou i te taime a tuatapapa ai outou no nia i te mau pae imiraa faufaa.

Ia hotu mai te tiaturi raa i rotopu ia outou, ia nehenehe i te mau faufaa no Farani, aore ra no te fenua èè atu, e faaohipa hia i onei — Ia vai te tiaturiraa i rotopu ia tatou, i roto i ta outou apooraa e te faatereraa Hau o te fenua nei, i roto i te mana faatere ohipa a te Hau, e te nunaa ; atira te mau aroraa faufaa ore, atira te mana'o tahitohito e te faaino, e ohipa rahi roa teie i mua ia tatou, a faatupu, a faati'a, a rohi. A taho'e te mau puai e te mau mana'o, na te reira, e na te reira ana'e e faaohie i te manuiaraa o te mau opuaraa no te ho'e oraraa oaoa ae i Polynesia.

Te tere raa ohipa i Polynesia nei, ho'e a ia terereraa e te toreraa ohipa i Farani te tore ra i ni'a i te ti'amaraa, tei roto i te mau taata i maiti hia, te tahi mau mana faatereraa rahi roa — Te ora o teie fenua, tei nia i te taho'e raa eo Farani. Ua parauparau te mafatu o te nunaa i te matahiti 1914 e i te matahiti 1940 — e maite oti raa, ua faaite mai te mau vahine e te mau tane i to ratou mana'o no te faaea tamau eo Farani mai te au i te vahi i faaoti hia e te arii hopea o Pomare.

E amo Farani i tana hopoi'a o tei faataa hia mai e te parau paari o teie nei ao — e no te mea hoi, e fenua taata mafatu rahi teie, ua rahi to'a tona here i teie nunaa. — Eita o Farani e faarue mai ia Polynesia — e tamau noa oia, e te haapapu maitai atu nei vau i teie parau — mai te mana'o papu, e tamau noa te reva tore toru te vai i nia i teie fenua farani, o te faaea noa ei tuhaa no te Repupirita.

E te mau vahine,

E te mau tane, te iriti nei vau i teie apooraa matamua o te Apooraa rahi.

Ia ora o Polynesia Farani no Patitifa,

Ia ora o Farani.

PAPEETE — IMPRIMERIE OFFICIELLE.